

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 37/012/2004 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 141/03 (AMR 37/008/2003 du 20 mai 2003)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / HARCÈLEMENT

HONDURAS

les membres du *Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares* (CPTRT, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille), une organisation de défense des droits humains

Londres, le 4 novembre 2004

Amnesty International est une nouvelle fois préoccupée par la sécurité des membres du *Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares* (CPTRT, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille), depuis que des individus ont pénétré par effraction dans les bureaux de cette organisation de défense des droits humains, le 26 octobre, et ont implicitement menacé de mort les personnes qui y travaillent.

Pendant la nuit du 26 au 27 octobre, plusieurs individus sont entrés par effraction dans les bureaux de l'organisation à Tegucigalpa, la capitale. Ils ont épluché des dossiers et ont inscrit des menaces sur les murs du bureau d'Alba Mejía, le vice-directeur du CPTRT. Dans le bureau de Juan Almeyda, le directeur, des livres ont été disposés de manière à former une croix, un symbole qui, au Honduras, constitue une menace de mort.

Il s'agit de la troisième fois que les bureaux du CPTRT sont pris pour cible. Des faits similaires s'étaient produits le 12 mai 2003 : des dossiers et du matériel de bureau avaient été détruits, et des menaces de mort codées avaient été laissées à l'intention de certains membres du personnel de l'organisation. En décembre 2003, lors d'une attaque, un grand nombre de dossiers avaient été volés. Aucun de ces événements n'a fait l'objet d'une enquête digne de ce nom ; quant aux membres du personnel du CPTRT, ils ne se sont vu proposer aucune mesure de protection.

Amnesty International pense que ces attaques ont été motivées par les activités menées par le CPTRT en faveur des droits humains. Cette organisation a fréquemment critiqué les autorités sur divers points, comme, par exemple, l'implication présumée de la police dans des exécutions extrajudiciaires d'enfants, ou la complicité présumée des services de sécurité dans la mort de 69 détenus dans la prison d'El Porvenir, en avril 2003, et de 106 autres dans la prison de San Pedro Sula, en mai 2004. Par ailleurs, elle a récemment apporté son soutien à des représentants du ministère public qui avaient été démis de leurs fonctions après s'être déclarés préoccupés par la corruption régnant dans les institutions.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Honduras, les défenseurs des droits humains sont souvent la cible d'attaques, de menaces et d'actes d'intimidation en raison de leurs activités pourtant légitimes. Les autorités mènent rarement des enquêtes dignes de ce nom sur de tels faits et encouragent du même coup les responsables à se livrer à de nouvelles atteintes, car ils savent que leurs agissements resteront très certainement impunis.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par le fait que des individus ont pénétré par effraction dans les bureaux du *Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares* (CPTRT, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille) à Tegucigalpa, et faites part de l'inquiétude que vous inspirent les menaces implicites dirigées contre cette organisation ;

– demandez instamment que soit conduite dans les meilleurs délais une enquête exhaustive et impartiale sur ces faits et que les résultats des investigations soient rendus publics ;

– appelez les autorités honduriennes à prendre immédiatement des mesures pour assurer la sécurité des membres du CPTRT.

APPELS À :

Remarque : L'obtention des lignes de fax peut se révéler difficile.

Président de la République du Honduras :

Lic. Ricardo Maduro
Presidente de la República de Honduras
Casa Presidencial
Boulevard Juan Pablo Segundo
Palacio José Cecilio del Valle
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 235 7700

Formule d'appel : *Señor Presidente,* / Monsieur le Président,

Ministre de la Sécurité :

Dr. Oscar Alvarez
Ministro de Seguridad Pública
Ministerio de Seguridad Pública
Edificio Poujol, 4o piso
Col. Palmira (Blvd. Morazán)
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 220 4479

Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Commissaire national pour la protection des droits humains :

Ramón Custodio López
Comisionado Nacional de Protección de los Derechos Humanos (CONADEH)
Avda. La Paz No. 2444
Contiguo a Galerías La Paz
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 232 6894

Courriers électroniques : central@conadeh.hn ou custodiolopez@conadeh.hn

Formule d'appel : *Señor Comisionado,* / Monsieur le Commissaire,

Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille :

Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares (CPTRT)
A.P. 5377
Barrio San Rafael segunda calle N. 1513
contiguo Edificio Apartamentos San Rafael
Tegucigalpa
Honduras

Fax : +504 236 8027 (Si une personne décroche, veuillez demander la ligne de fax : « *me da tono de fax por favor* »)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 16 DÉCEMBRE 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*